



Contre-jour

Un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du postcommunisme

par Nadège Ragaru

Il porte une veste de cuir noir, ouverte sur un pull noir à col cheminée, sobre. La chevelure est grisonnante, le visage d'une virilité qui aurait pu être séduisante n'était la dureté du regard, froid, et ces muscles faciaux tendus à l'extrême. La photo est surmontée de cinq lettres blanches : A-T-A-K-A. Le slogan : « Bulgares, rendons la Bulgarie aux Bulgares ! ». Sur d'autres affiches de campagne, il harangue la foule, un poing levé vers le ciel, une main sur la hanche, se posant en figure à l'autorité implacable. Tranchante comme son discours. C'est en effet par le biais d'une rhétorique à la violence inédite en Bulgarie – anti-rom, anti-turque, antisémite et largement anti-occidentale –, que le journaliste Volen Siderov, ancien rédacteur en chef du quotidien de l'opposition démocratique, *Demokracija*, en 1990-1992¹, est parvenu à séduire 8,93 % des électeurs bulgares lors des élections parlementaires du 25 juin 2005. Avec 21 députés au Parlement (sur 240), la coalition nationaliste radicale Ataka s'est imposée comme la quatrième force politique du pays².

Jamais, depuis la chute du communisme, le pays n'avait vu apparaître de formation xénophobe extrémiste. Point de Vadim Tudor dans cette Bulgarie où coexistent une majorité orthodoxe slave et plusieurs minorités musulmanes (turque, pomaque et, pour partie, rom) représentant 12,2 % de la popula-

1. En 1999, V. Siderov a rejoint le *Monitor* (Moniteur), quotidien à tendance anti-occidentale et populiste lancé en septembre 1998. Il y a travaillé jusqu'en 2003, date à laquelle il a tenté une première entrée (non réussie) en politique comme candidat indépendant à la mairie de Sofia. La même année, il a lancé une émission sur la chaîne câblée *Skat*. Diffusée trois fois par jour pendant dix minutes, cette émission intitulée *Ataka* lui a permis de roder ses slogans.

2. D'un point de vue légal, le Rassemblement national Ataka regroupe quatre organisations politiques : le Parti national-patriotique bulgare, le Mouvement national pour le sauvetage de la patrie (deux formations microscopiques), le Cercle politique Zora (Aurore) et l'influente Union des forces patriotiques et des militaires de réserve, *Zaštita* (Défense). Au terme d'un accord interne, Siderov a été autorisé à représenter la coalition, enregistrée le 11 mai 2005.

tion³. Nul leader populiste flamboyant à la Andrzej Lepper ; nul traditionalisme de type Ligue des familles polonaises. En 1989, la plupart des observateurs occidentaux avaient craint que la politique d'assimilation forcée de la minorité turque conduite depuis 1984 par le régime Živkov n'engendre des violences intercommunautaires. La proximité d'une Yougoslavie qui allait bientôt éclater sous l'effet de nationalismes radicalisés invitait également à prédire à la Bulgarie de sombres lendemains. Assurément, le rétablissement des droits des minorités avait été, en 1989-1991, à l'origine de mobilisations sociales dans plusieurs villes mixtes du pays. Mais les affrontements intercommunautaires attendus n'avaient pas eu lieu. Depuis, la trajectoire bulgare était célébrée comme constituant un modèle de « tolérance ethnique ».

Quinze ans plus tard, la Bulgarie appartient aux nouvelles démocraties européennes engagées sur la voie de l'intégration euro-atlantique. Elle a rejoint l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en avril 2004 et signé le Traité d'adhésion à l'Union européenne le 25 avril 2005. Depuis quelques années, le pays enregistre une croissance à faire pâlir d'envie maints dirigeants ouest-européens (entre 4 et 5 % par an) et les investissements étrangers affluent, attirés par la perspective d'intégration européenne. À quelques mois du scrutin de juin 2005, la Bulgarie semblait donc sur le point de clore sa « transition postcommuniste ». La surprise provoquée par le surgissement d'Ataka – coalition créée à quarante jours des élections – n'en est que plus grande. Comment comprendre l'apparition aussi tardive, dans le cours des changements politiques et économiques du pays, d'une formation radicale ? Doit-on y voir la résultante des frustrations accumulées envers une Union

3. Les Pomaks sont une minorité bulgarophone de confession islamique dont le nombre est estimé entre 150 000 et 200 000 membres. La détermination de leur nombre est rendue délicate par les critères utilisés lors des recensements (la langue maternelle, l'appartenance ethnique et la confession). Dans la catégorie « appartenance ethnique », l'option « Pomak » n'est pas proposée ; en outre, tous les Pomaks ne se reconnaissent pas dans ce nom considéré comme péjoratif par une partie des Bulgares musulmans. Les chiffres des experts sont donc établis à partir d'une mise en regard de sources statistiques (nombre de bulgarophones musulmans, par exemple, obtenu par croisement entre les réponses à la question sur la religion et sur la langue) et d'informations qualitatives (recherches ethnographiques dans les régions à peuplement pomak). Yulian Konstantinov avançait, en 1992, le nombre de 270 000 Pomaks – un chiffre qui a décliné depuis lors en raison des phénomènes migratoires observés en Bulgarie. Voir Yulian Konstantinov, « "Nation-state" and "Minority" Types of Discourse – Problems of Communication between the Majority and the Islamic Minorities in Contemporary Bulgaria », *Innovation*, 5 (3), 1992, p. 80 ; Maria Todorova, « Identity (Trans)Formation Among Bulgarian Muslims », dans Beverly Crawford, Ronnie D. Lipschutz (eds), *The Myth of "Ethnic Conflict": Politics, Economics, and "Cultural" Violence*, Berkeley, International and Area Studies Press, 1998, p. 471-510. La communauté rom est, elle, divisée sur un plan confessionnel entre musulmans, sans doute majoritaires, orthodoxes et protestants (souvent des conversions néoprotestantes récentes). Le nombre des Roms, estimé à 370 908 (4,68 %) par le recensement de 2001 (critère ethnique), avoisinerait les 500 000 à 700 000 d'après des sources officieuses. Voir Elena Marušakova, Veselin Popov, *Ciganite v Bălgarija* (Les Roms en Bulgarie), Sofia, Bălgarska akademija na naukite, 1993, p. 7-57.

européenne qui a exigé des réformes parfois très impopulaires et, plus largement, une exaspération devant la multiplication des tutelles et des censeurs extérieurs (FMI, Banque mondiale, États-Unis, OTAN, Conseil de l'Europe, etc.) ? Ou bien s'agit-il du désaveu d'une classe politique qui a échoué à satisfaire les attentes des citoyens en matière de lutte contre la corruption et de défense de l'intérêt général ? Sommes-nous en présence d'un vote contestataire conjoncturel ou d'un courant de pensée destiné à s'ancrer dans la vie politique du pays ?

Dans l'analyse du phénomène politique Ataka, il convient sans doute de se prémunir contre deux tentations : la référence à une banalité européenne ou, au contraire, à une exceptionnalité est-européenne. La première lecture conduirait à ne voir dans Ataka que le reflet d'une normalisation progressive de la Bulgarie : de même que la France a son Le Pen, l'Autriche son Jörg Haider, la Bulgarie serait en train de voir apparaître une formation protestataire s'adressant à un public désorienté par un système politique et économique où il ne trouve pas ses marques, désengagé par rapport aux élites politiques traditionnelles et en quête d'identité. S'en tenir à cette version risquerait d'éluider les dynamiques spécifiques du cheminement bulgare : la trajectoire de construction stato-nationale ; les représentations des minorités et du passé « turco-ottoman » sur la moyenne durée ; l'ampleur des transformations socio-économiques induites par le postcommunisme ; les modalités de structuration du système partisan et les effets du processus d'intégration euro-atlantique.

Le basculement vers un second registre interprétatif, exactement inverse, n'est pas moins réducteur : l'apparition d'Ataka, comme celle, plus tôt, de Romănia Mare en Roumanie, est alors interprétée comme renvoyant à une particularité est-européenne, un enracinement spécifique du nationalisme qui aurait été sous-estimé par les analystes occidentaux et les militants d'un élargissement rapide de l'Union européenne à l'Est. Les tenants de cette thèse sont tentés de porter un regard rétrospectivement négatif sur le tempo des réformes mises en œuvre dans les pays candidats et – plus encore – sur le rythme de l'élargissement que l'Union s'est imposé, quitte à surestimer sa propre capacité d'« absorption ». Dans une telle grille de lecture, la présence de partis comme Ataka dans des États sur le point d'adhérer à l'Union fournit un argument supplémentaire en faveur d'une pause dans le processus d'intégration.

En fait, il semblerait que nous soyons en présence d'une formation politique qui est parvenue à donner forme à des mécontentements sociaux présents, pour certains, depuis plusieurs années, pour d'autres, accentués par l'évolution des rapports avec l'UE et les États-Unis. À un premier niveau, la succes-

sion d'« alternances sans alternative » a érodé le pouvoir de conviction d'acteurs politiques soupçonnés de faire passer leurs intérêts particuliers avant l'intérêt général. Dénonciation de la corruption des élites et appels à un rétablissement de l'ordre constituent des registres argumentatifs puissants. Ensuite, les projets d'intégration à l'OTAN et à l'Union européenne ont été utilisés par les élites politiques bulgares comme sources de légitimation, sans véritable débat sur leur contenu, sans interrogation non plus sur la meilleure manière de concilier intégration et fierté nationale. Alors que les dividendes de la politique du « bon élève » paraissent décevants, cette adhésion inconditionnelle commence à faire question. Enfin – et ceci est peut-être beaucoup plus préoccupant pour l'avenir –, on observe une difficulté croissante, dans certains secteurs de la société et des élites bulgares, à gérer la politisation de l'ethnicité. Durant ces quatre dernières années, l'évolution du Mouvement des droits et libertés (MDL), qui représente les intérêts de la minorité turque, vers un affichage plus marqué des revendications identitaires et une participation directe au pouvoir exécutif a largement contribué à ébranler des équilibres déjà fragiles.

Un discours qui emprunte aux extrêmes droite et gauche

La coalition dirigée par Siderov se veut tout d'abord le défenseur d'un retour de la Bulgarie aux Bulgares, retour compris comme une émancipation à l'égard des minorités, d'une part, de la communauté internationale, d'autre part. Sur le plan interne, Ataka entend réaffirmer l'unité du peuple et de l'État. Pas question d'admettre que des émissions en langue turque puissent être diffusées sur les chaînes de la télévision ou de la radio bulgares. Le MDL est présenté comme un parti anticonstitutionnel dont la survie ne saurait être admise par ceux qui prônent une « égalité de tous devant la loi » (*sic* !). Quant aux Roms – érigés en symbole de tous les maux dont souffre la Bulgarie : le crime, le vol et le parasitisme social – Siderov propose, lors de ses meetings électoraux, de les envoyer en prison ou « d'en faire du savon ». Si l'image du génocide ou des pogroms est brandie, c'est sur un mode inversé : les minorités apparaissent comme les oppresseurs et les Bulgares comme les victimes. Sur le plan externe, il s'agit par ailleurs de sortir la Bulgarie d'une situation de subordination à la communauté internationale, que cette subordination soit militaire (OTAN), économique (FMI, Banque mondiale) ou politique (États-Unis, Union européenne à un moindre degré). L'idée selon laquelle il y aurait un modèle et des valeurs occidentales sur lesquels il conviendrait de s'aligner est dénoncée comme une illusion. Dans sa déclaration programmatique en vingt points, Ataka invite les autorités bulgares non seulement à

rapatrier leurs troupes d'Irak, mais aussi à sortir de l'Alliance atlantique et à opter pour une posture de neutralité⁴. De même, la subordination de la politique économique aux exigences du FMI et de la Banque mondiale lui paraît inadmissible.

Par comparaison, le regard porté sur l'Union européenne, bien que teinté d'euroscépticisme, est moins univoque : la perspective d'intégration n'est pas remise en cause en tant que telle. Ce qui est critiqué, en revanche, c'est le sacrifice des intérêts nationaux à cette « cause » par les élites dirigeantes. Trop longtemps « bon élève », la Bulgarie doit relever la tête, refuser de fermer les réacteurs 3 et 4 de la centrale nucléaire de Kozlodui⁵ et contester l'obligation qui lui est faite par l'UE d'autoriser la vente de terres à des étrangers⁶. À cet égard, il n'est pas sans intérêt de noter que le « non » français et hollandais au référendum sur le Traité constitutionnel est utilisé comme la preuve que des États occidentaux peuvent eux aussi vouloir prendre leurs distances avec la dynamique européenne si cette dernière entrave leurs visées nationales. La référence au « non » contribue également à démythifier une adhésion européenne au coût économique plus élevé que prévu. Enfin, les dimensions internes et externes du projet de rétablissement de la souveraineté bulgare sont aussi reliées par le truchement des institutions européennes : qui est derrière la signature de la Convention cadre pour la protection des minorités nationales, si ce n'est le Conseil de l'Europe et l'UE ? Qui a encouragé le développement de programmes d'aides à l'intégration des Roms dénoncés comme autant de ressources volées aux Bulgares ethniques ?

Émancipée de ses tuteurs extérieurs et de ses ennemis intérieurs, la Bulgarie pourra, selon Ataka, devenir la terre d'une Renaissance patriotique. Dans ce sens, « Rendre la Bulgarie aux Bulgares » désigne un projet conjuguant visions socialisantes et conservatisme orthodoxe. L'axiome central en est la dénonciation impitoyable des échecs du passage à la démocratie et de ses dévoiements. Il ne saurait être question de démocratie réelle dans un État où une minorité s'enrichit au détriment de la majorité, où une élite politique s'intéresse plus à sa prospérité qu'à celle de ses électeurs. La solution est à chercher du côté d'un « capitalisme social » où l'État fixerait les objectifs de

4. Voir « Rendre la Bulgarie aux Bulgares. Vingt principes de l'Union nationale Ataka », *Nova zora*, 14 juin 2005.

5. En 1999, afin d'obtenir une invitation à ouvrir des pourparlers d'adhésion lors du Sommet européen d'Helsinki (décembre 1999), le gouvernement Kostov avait accepté de fermer les réacteurs 3 et 4 – de fabrication soviétique et alors jugés peu sûrs par les experts occidentaux – de la centrale d'ici la fin 2006. En échange, l'UE proposait des compensations financières.

6. Le 17 février 2005, le Parlement a voté l'amendement à la Constitution du 12 juillet 1991 autorisant la vente de terres à des étrangers à partir de 2014.

PNB, subventionnerait les entreprises bulgares et déploierait une ambitieuse politique sociale. Cet État protecteur serait également un État obéi, capable d'éradiquer le crime. Rétablissement d'une police de quartier (milice), restauration de services de renseignement « souverains » et renforcement du potentiel militaire sont au programme⁷. Pour consolider cet ordre, il convient enfin de valoriser la tradition en conférant à l'Église orthodoxe le statut d'Église officielle, en consultant le Synode sur tous les enjeux sociétaux et en introduisant l'enseignement des religions à l'école⁸.

Bien que le profil idéologique d'Ataka demeure labile, tout se passe comme si l'on était en présence d'une combinatoire de quatre strates d'argumentation, qui empruntent à des époques et à des registres différents tout en formant un ensemble relativement cohérent. À un premier niveau sont réactivés des imaginaires datant du XIX^e siècle, tels la vision de grandes puissances fixant le destin d'une petite Bulgarie à l'échine courbée ou le regard porté sur un pouvoir qui s'exerce essentiellement au profit d'une mince couche sociale. La défiance envers la minorité turque n'est pas nouvelle non plus. C'est en effet contre le pouvoir ottoman, qualifié de « joug turc », que la construction stato-nationale s'est opérée à partir des années 1870.

Une deuxième strate argumentative emprunte au discours communiste des années 1970 : s'y rattachent non seulement la peur d'un épuisement démographique du pays (« rongé » de l'intérieur par des minorités à la fécondité extrême) et l'appel à une restauration de la fierté nationale bulgare contre la minorité turque, cheval de Troie de la Turquie voisine, mais aussi l'aspiration à un pouvoir tenu de main ferme et garantissant une politique étatique et sociale.

La troisième strate s'est constituée dans les années 1990 à mesure que le passage à une économie de marché et à une démocratie représentative fragilisait le tissu social : la « transition » a été alors présentée comme une œuvre de destruction dont témoignaient les usines liquidées, les terres mises en jachère, les hôpitaux et les écoles laissés à l'abandon.

À cette sédimentation progressive est venue s'ajouter une quatrième composante, plus récente et plus marquée, peut-être, par les effets de la globalisation : il s'agit de l'antisémitisme virulent mobilisé par Siderov. Sur la longue durée, en effet, il ne semble pas que l'antisémitisme ait jamais constitué un courant influent en Bulgarie. Les élites politiques et intellectuelles n'ont de

7. Voir Schéma de programme de l'Union nationale Ataka, 28 août 2005 (voir point 2, « Sécurité nationale, ordre, anti-mafia et criminalité »), à l'adresse : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content & task=view & id=124 & Itemid=32 (en bulgare)

8. *Ibid.*

cesse de rappeler que le pays a sauvé quelque 50 000 juifs bulgares pendant la seconde guerre mondiale en refusant de céder aux injonctions de Hitler qui exigeait leur déportation. Sous réserve d'inventaire, on pourrait avancer que la publication depuis la fin des années 1990 d'articles et d'ouvrages à connotation antisémite s'inscrit dans un contexte plus large de dénonciation du « facteur international » et de fascination pour les théories de la conspiration⁹. Siderov n'hésite d'ailleurs jamais à introduire dans ses discours des fragments glanés sur le marché « globalisé » des idées « contestataires » : dans un autre registre, certains des slogans anti-guerre en Irak sont ainsi influencés par la gauche américaine pacifiste (Antiwar.com et Noam Chomsky).

Ce syncrétisme fait-il d'Ataka une force politique fragile ? Les analystes bulgares ont été prompts à souligner la variété des profils – individuels et idéologiques – rassemblés au sein de la coalition radicale. Pour évaluer l'importance de ces éventuelles divergences de vue¹⁰, il convient de revenir un instant sur la composition d'Ataka.

Les cadres d'Ataka : entre milieux de la sécurité et reconversions opportunes

Trois types de réseaux ont fourni ses cadres à Ataka, les diverses appartenances ne s'excluant d'ailleurs pas mutuellement : les milieux de la sécurité (la police, l'armée, les services de renseignement), certains courants nationalistes issus du Parti communiste bulgare (PCB) qui ont ensuite gravité autour de son successeur, le Parti socialiste bulgare (PSB), enfin, des acteurs politiques qui ont débuté leur carrière à l'aube de la démocratie, avant de connaître une succession de reclassements partisans et de déboires électoraux. Les appartenances à ces trois groupes ne sont pas en l'occurrence mutuellement exclusives. En termes de recrutement, le succès de Siderov est dû sans doute à sa capacité à fédérer des sensibilités nationalistes d'extrême gauche qui, tout en n'ayant jamais eu de large audience au sein du public, disposaient d'un noyau dur de sympathisants actifs dans les principaux centres régionaux du pays. À ces acteurs en mal de reconnaissance, Siderov a apporté une publicité inédite

9. Selon les résultats du recensement de 2001, 1 363 personnes de confession juive vivent actuellement en Bulgarie. L'essentiel de la communauté juive a émigré en Israël dans les années 1950.

10. Fin août 2005, les quatre députés qui avaient fait scission s'étaient démarqués de Volen Siderov sur deux points : premièrement, en apportant leur soutien au gouvernement de coalition formé entre le Parti socialiste bulgare (PSB), le Mouvement des droits et libertés (MDL) et le Mouvement national Siméon II (MNSII) ; deuxièmement, en contestant le leadership personnel de V. Siderov sur la coalition. Cette seconde source de contentieux s'éclaire aussi à la lumière d'enjeux financiers : 300 000 leva (environ la moitié en euros) doivent être attribués à la coalition Ataka au titre du financement de sa campagne électorale par l'État. Mais quels en seront les bénéficiaires : les petits partis enregistrés au tribunal et ayant servi de socle à la coalition ou encore le parti politique Ataka, fondé en juillet 2005 ?

grâce à son charisme d'orateur, au relais que constitue son émission télévisée et au ralliement de quelques hommes politiques médiatiques.

Parmi les ex-dissidents se trouvent des personnalités renommées comme Petăr Beron, d'autres plus contestées à l'instar de Rumén Vodeničarov. Descendant d'une grande famille bulgare, éminent zoologue, P. Beron fut l'un des membres fondateurs de l'organisation dissidente Ekoglasnost, l'un des viviers des élites politiques de l'après-1989. Devenu leader de l'Union des forces démocratiques (UFD), la coalition anticommuniste formée au lendemain de la chute de Živkov, Beron était promis à une belle carrière politique jusqu'à ce qu'il soit accusé d'avoir travaillé pour l'ancienne Sûreté d'État et contraint, le 2 décembre 1990, de quitter l'UFD. Marginalisé, il tenta un retour en grâce à l'occasion de l'élection présidentielle de janvier 1992 en se présentant aux côtés du populiste, Žorž Gančev¹¹. En vain. Notons également que Beron est lié aux milieux des anciennes forces de sécurité *via* l'Union des forces patriotiques et des militaires de réserve, *Zaštita*, dont il est vice-président.

La trajectoire de Vodeničarov suit une courbe proche. Cet ingénieur chimiste de 67 ans avait été élu en août 1989 président d'une organisation dissidente radicale à l'audience limitée, l'Association indépendante pour la défense des droits de l'homme en Bulgarie. Il fut lui aussi l'un des membres fondateurs de l'UFD et porté au Parlement sous les couleurs de l'organisation anticommuniste en 1990. Très tôt, cependant, il évolua vers des positions nationalistes et, à la faveur de cette réorientation, renoua avec un Parti socialiste dont la rhétorique misait plus volontiers sur la défense de la gloire nationale bulgare que celle de l'UFD pro-occidentale.

Certains observateurs nationaux n'ont pas manqué de voir dans ces reclassements partisans la marque de l'opportunisme d'anciens membres de l'élite ayant déjà effectué plusieurs tentatives infructueuses pour revenir sur le devant de la scène politique. Mais il y a sans doute d'autres facteurs derrière cet engagement politique : Beron appartient à ce groupe de brillants diplômés qui auraient pu espérer du changement de régime une carrière politique à la hauteur de leurs ambitions. Or ils se sont retrouvés exclus du jeu politique, alors que d'autres, au passé non moins « complexe », parvenaient à obtenir reconnaissance et fortune. Amers, ils dénoncent une transition à la démocratie sans projet de société convaincant et un rêve d'occidentalisation qui n'a fait que révéler un Occident en crise. Tel est peut-être le profil d'Ognjan

11. Le parti de Gančev, le Business Block bulgare (BBB), avait alors créé la surprise en remportant 16,78 % des voix au premier tour. Son programme promettait à tous un accès à la prospérité et une défense des intérêts nationaux bulgares, sans toutefois développer un argumentaire raciste.

Saparev, le recteur de l'université de Plovdiv. Déçu par la dynamique des changements, Saparev, député PSB en 2001-2005, a voté contre l'entrée de la Bulgarie dans l'OTAN, pour le retrait du contingent bulgare déployé en Irak et contre la vente de terres à des étrangers. D'autres ralliements à Ataka suggèrent plus clairement une stratégie de survie en politique.

Au sein de la coalition, deux structures, le Cercle politique Zora et l'Union des officiers de réserve, *Zaštita*, ont par ailleurs permis de mobiliser des soutiens en un laps de temps extrêmement court. Le premier, qui regroupe d'anciens représentants du pouvoir communiste, souvent liés à l'armée et qui ont perdu responsabilités et prestige après 1989, défend depuis une dizaine d'années une posture d'extrême gauche, nostalgique de la sécurité et de l'ordre anciens. Avec *Zaštita*, on évolue également dans les milieux militaires et policiers. L'organisation a été fondée par des responsables des forces de sécurité mis à la retraite ou marginalisés à la suite des réformes entreprises, dans l'armée notamment, en vue d'intégrer l'OTAN. Plusieurs militaires de haut rang, dont l'actuel vice-président, le général Angel Marin, s'étaient opposés à une transformation qui, de leur point de vue, sapait le prestige de l'armée. En 2001, les membres de la mouvance patriotique avaient tenté une entrée en politique en faisant enregistrer un parti politique *Zaštita*. Mais l'expérience a été décevante (0,11 % des voix). En revanche, le ralliement à la coalition menée par Siderov a permis à deux membres de *Zaštita* d'être élus. Au-delà de *Zaštita*, force est de constater le poids des cadres du ministère de l'Intérieur ou de la Défense au sein d'Ataka : les députés de Burgas et de Veliko Tărnovo sont ainsi d'ex-responsables du ministère de l'Intérieur ; deux autres anciens officiers sont entrés au Parlement. Cette concentration de cadres issus des services de sécurité a suscité en Bulgarie de nombreuses interrogations sur les intérêts au fondement d'Ataka. Incontestablement, le financement de la nouvelle entreprise politique reste une énigme. À cet égard, il faut garder en mémoire deux paramètres. Tout d'abord, la réorientation social-démocrate du Parti socialiste bulgare ne s'est pas opérée sans heurts et la possibilité que des proches de l'ancien « Mouvement des généraux » aient soutenu une formation susceptible de prendre des voix aux socialistes, a été évoquée¹². Ensuite, à l'approche de l'entrée dans l'Union européenne, la compétition politique et la concurrence économique se sont durcies en Bulgarie. Les fonds de pré-adhésion, la libéralisation du marché énergétique et la perspective de projets d'infrastructure ambitieux – partielle-

12. Le « Mouvement des généraux » a été créé en janvier 1998 au sein du PSB par d'anciens responsables de la Sûreté d'État, de la police et de l'armée (d'où le nom de « généraux ») et par des représentants de la nomenklatura économique.

ment financés par l'UE – ont ouvert de nouvelles opportunités d'accès à des ressources dont l'allocation dépend des pouvoirs publics et, donc, de protections politiques. Dans le même temps, la perspective de l'adhésion provoque des inquiétudes dans des milieux économiques peu désireux de voir la concurrence internationale se renforcer. Depuis l'été 2002, le pays est le théâtre de règlements de compte meurtriers au sein de l'économie grise et noire ; un tel climat est propice au déploiement de stratégies politiques complexes.

Cet éclairage sur la constitution de l'offre politique n'est toutefois pas suffisant pour nous permettre de comprendre pourquoi Ataka est parvenue à séduire les électeurs et quels sont les segments du corps électoral qui se sont reconnus en elle.

Ordre, protection sociale et fierté nationale retrouvée

Le succès d'Ataka reflète avant tout l'importance du vote protestataire : le retour de la croissance économique n'est pas parvenu à atténuer les profondes disparités sociales nées des changements de 1989. Perçues comme étant les principaux bénéficiaires des transformations, les élites politiques sont jugées d'autant moins légitimes que la lutte électorale semble parfois se réduire à une concurrence pour la captation de prébendes. Une partie des déçus du postcommunisme avaient été séduits par le discours de Siméon II en 2001 qui appelait à une restauration de l'ordre moral et promettait la prospérité en « huit cents jours ». Ils avaient cru pouvoir trouver dans l'ancien roi une figure d'autorité capable de rendre sa fierté à la Bulgarie sur la scène internationale tout en « prenant soin » des électeurs sur un mode paternaliste. Mais, en dépit d'améliorations dans les domaines économiques et législatifs, les phénomènes de gestion clientélaire des ressources publiques et de collusions entre milieux politiques et économiques n'ont pas disparu.

Le même désarroi s'exprime du côté de sympathisants du Parti socialiste déçus par l'évolution pragmatique du parti, son usage plus mesuré des référents nationalistes et par son acceptation de l'OTAN et du directoire monétaire du FMI. Ainsi, les résultats du sondage de sortie des urnes réalisé le 25 juin 2005 par l'institut Alpha Research¹³ suggèrent qu'aux élections législatives de 2001 30 % des électeurs d'Ataka avaient voté pour le Mouvement national Siméon II (MNS II), tandis que 11 % seulement d'entre eux pour le

13. Une dizaine d'instituts proposent, en Bulgarie, des enquêtes par sondage, dont les résultats sont souvent controversés et accusés de refléter des priorités partisans. BBSS Gallup est ainsi marqué à gauche, MBMD à droite. Alpha Research est jusqu'à présent parvenu à préserver une image de relative neutralité. Les données proposées ici doivent cependant être traitées avec la prudence qui caractérise le maniement de toute enquête quantitative.

PSB. Mais l'offre politique d'Ataka a également convaincu une partie des abstentionnistes de 2001 de se rendre aux urnes (26 % des partisans d'Ataka). Les électeurs d'Ataka ne figurent pas seulement, voire pas principalement parmi les « perdants » de la transition : retraités, chômeurs et sans-diplôme. 30 % des électeurs d'Ataka sont diplômés de l'enseignement supérieur et 61 % ont achevé leurs cycles d'études secondaires. En termes générationnels, Ataka recrute principalement parmi les 41-50 ans, les plus de 60 ans restant pour la plupart fidèles au PSB. Cette génération, qui avait entre 25 et 30 ans au moment des changements de 1989, aurait pu escompter une réalisation professionnelle et personnelle accélérée et se retrouve aujourd'hui en désadéquation avec la société actuelle.

Profil socio-démographique des votes aux législatives du 25 juin 2005
(résultats en %)

	PSB	MNS II	MDL	Ataka	UFD	DBF	UPB
Lieu de résidence							
Sofia	14	16	1	18	18	37	19
Centres régionaux	30	47	6	42	42	36	30
Petites villes	26	21	15	24	21	15	29
Villages	30	16	78	16	19	12	22
Âge							
18-30 ans	14	28	24	18	24	17	23
31-50 ans	29	40	42	41	46	37	42
Plus de 50 ans	57	32	34	41	30	46	35
Niveau de formation							
Université	25	30	6	27	31	43	29
Secondaire	57	61	48	64	60	51	59
Primaire	18	9	46	9	9	6	12
Taux de participation en 2001							
PSB	67	3	2	11	2	1	5
MNS II	16	70	3	30	10	12	24
UFD	2	7	2	9	72	62	26
MDL	0,5	0,5	75	0	2	0,5	0,5
Autres*	4,5	3	2	24	4	14	29
Abstention	10	16,5	16	26	11	11	15,5
* Démocrates pour une Bulgarie forte (DBF) ; Union populaire bulgare (UPB).							
Source : Sondage de sortie des urnes, Alpha Research, Sofia, 25 juin 2005.							

Un autre point mérite d'être souligné : en juin 2005, l'électorat d'Ataka a été essentiellement urbain. 42 % des partisans de Siderov habitent des centres régionaux, 18 % à Sofia même. Le vote Ataka n'a pas touché au premier chef les zones (souvent rurales) qui avaient connu des troubles intercommunautaires au début des années 1990. L'historienne Antonina Željaskova a suggéré que ce phénomène traduisait l'attachement des habitants des régions culturellement diversifiées à la préservation de rapports intercommunautaires cordiaux – particulièrement au regard des crises passées¹⁴. Il se pourrait bien cependant que la cartographie du vote Ataka soit amenée à évoluer à mesure que l'organisation commencera à se faire connaître jusque dans les zones les plus isolées du pays. Parmi les circonscriptions qui ont donné le soutien le plus franc à Ataka, trois configurations peuvent être identifiées : premièrement, une percée a été réalisée dans des grandes villes (comme Sofia ou Plovdiv) où la question de l'insertion des communautés roms se pose avec acuité. À quelques semaines des élections, à Sofia, des heurts entre habitants bulgares ethniques et roms du quartier Zaharna Fabrika avaient fait plusieurs blessés et un mort parmi les Bulgares. Cet incident, abondamment relayé par les médias, avait provoqué un choc dans l'opinion. Deuxièmement, la coalition radicale de Siderov a réalisé en juin 2005 d'excellents résultats sur la côte de la mer Noire, à Burgas notamment, là où la télévision *Skat* enregistre ses plus fortes audiences. On notera par ailleurs que plusieurs des circonscriptions dans lesquelles le parti radical a mobilisé des soutiens ont vu une extension du vote en faveur du MDL : la remarque vaut pour Varna, Sliven et Ruse. Enfin, Ataka a réalisé des performances supérieures à sa moyenne nationale dans des circonscriptions traditionnelles du PSB, telles Pleven, Sofia-région et Stara Zagora. Une fois cette cartographie des soutiens connue, il reste à expliquer pourquoi Ataka a émergé en 2005 et non en 1997 (en pleine crise socio-économique) ou en 2001 (en réponse aux déceptions suscitées par la droite anti-communiste).

Épousement des alternatives et désenchantement

L'existence de sentiments anti-turcs et anti-roms dans la société bulgare ne constitue pas une nouveauté : de fait, l'énigme des années 1992-2005 était précisément l'absence de traduction politique des représentations sociales extrêmement négatives des minorités¹⁵. En 2005, une enquête menée par le

14. Voir Antonina Željaskova, « On ne va pas se dépêtrer d'Ataka ». *Trud*, 3 juillet 2005.

15. Voir Nadège Ragaru, « Un nationalisme sans parti nationaliste : paradoxe de la transition bulgare », *Cahiers Anatole Leroy Beaulieu*, 4, 1999, p. 99-110.

Bulgarian Helsinki Committee a pourtant révélé la persistance de ces imaginaires : 57 % des Bulgares orthodoxes interrogés considéraient les Turcs comme des « fanatiques religieux » et 69 % approuvaient l'affirmation selon laquelle les « Turcs détiennent trop de positions de leadership » en Bulgarie¹⁶. Certaines formations avaient déjà tenté par le passé de construire leur offre politique autour de thèmes tels que la lutte contre les « sectes », le durcissement des lois ou la restauration d'un souffle révolutionnaire nationaliste. Tel est notamment le cas de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (VMRO), mouvement se réclamant de l'organisation du début du XX^e siècle qui avait lutté pour la reconquête des terres macédoniennes. Mais jamais la VMRO n'a réussi à dépasser les 3 % d'électeurs.

Qu'est-ce qui a donc changé ? D'abord, les alternatives politiques se sont épuisées. En 1997, le mécontentement social et politique était sans doute beaucoup plus important qu'en 2005, mais, à l'époque, l'UFD était parvenue à imposer sa lecture de la crise financière et politique : elle était imputable aux retards pris dans le démantèlement de l'ancien ordre communiste. La solution devait provenir de réformes économiques et politiques radicales. Quatre ans plus tard, l'opposition bipolaire entre les « rouges » (ex-communistes) et les « bleus » (UFD) s'est révélée inopérante : sans conteste, le gouvernement Kostov avait accompli un travail de réforme fondamental, mais, au sein de l'opinion, les espoirs de vie meilleure étaient déçus, alors même que l'élargissement de l'éventail des revenus devenait patent. En 2001, un vote protestataire était possible. Il avait été canalisé par le Mouvement national Siméon II nouvellement créé. En juin 2005, il ne restait plus de sauveur, plus de figure capable d'incarner le changement... jusqu'à l'irruption de Siderov. Ensuite, la coalition radicale a su cristalliser les frustrations accumulées au cours du cheminement vers l'Union européenne et l'OTAN. Bien que l'opinion publique reste largement europhile¹⁷, la conduite des pourparlers d'adhésion a fait naître un sentiment d'exaspération, principalement sensible lors des discussions sur la centrale de Kozlodui. Les négociations ne sont cependant pas le seul élément explicatif du désenchantement actuel. La situation internationale s'est elle aussi transformée, réduisant le pouvoir de séduction du « modèle occidental » : le 11 septembre 2001 a induit une réorientation néoconservatrice de la politique extérieure américaine et provoqué une fragilisation du lien transatlantique qui a été mal comprise en Bulgarie. Les élec-

16. Voir Krassimir Kanev, Emil Cohen, Zhivko Georgiev, « Interethnic Attitudes, Social Distances and Value Orientations », Sofia, juin 2005 (manuscrit).

17. En mai-juin 2005, selon l'Eurobaromètre, l'UE jouissait d'une image positive aux yeux de 60 % des Bulgares (66 % des Roumains, 61 % des Turcs, mais seulement 28 % des Croates). Voir European Commission, *Standard Eurobarometer 63, Public Opinion in the European Union*, juin 2005, p. 17.

teurs bulgares ont vu retomber l'enthousiasme ouest-européen devant l'élargissement, tout comme celui des nouveaux membres. Certes, nombreux étaient ceux qui, en 1999 déjà, doutaient que les États membres de l'UE souhaitent accueillir la Bulgarie. Mais, à l'époque, l'intégration était un projet associé à des perspectives d'« européanisation des niveaux de vie », de liberté de mouvement, de « normalité ». Six ans plus tard, l'Union ne fait plus autant rêver : il est devenu clair que la métamorphose du paysage social espérée n'aura pas lieu. La capacité de rayonnement de l'UE s'est amoindrie, *a fortiori* depuis le vote négatif de la France et des Pays-Bas au referendum sur le Traité constitutionnel. Dans ces conditions, valoriser une définition locale des intérêts nationaux redevient un enjeu.

Enfin, la situation des minorités, leur présence dans l'espace public et leurs stratégies de mobilisation ont connu des inflexions. La dénonciation d'une « tsignisation » de la société par Siderov fait écho à une dégradation continue des rapports entre la population majoritaire et des communautés roms très fortement ébranlées par les changements postcommunistes. Chassées de la province par la pauvreté et le chômage, ces dernières affluent vers les grandes villes où elles espèrent trouver une vie meilleure. Ce faisant, elles viennent gonfler la population, déjà en situation précaire, de quartiers roms qui manquent d'infrastructures et de ressources, créant un défi en termes de politiques publiques pour le gouvernement bulgare. De ce point de vue, les incitations de l'UE à l'élaboration des programmes d'intégration des Roms n'ont pas eu les effets attendus.

La question des rapports à la minorité turque et du positionnement du MDL dans le champ politique est sans doute plus complexe. Grâce à ses performances électorales, le Mouvement des droits et libertés s'est progressivement imposé comme un partenaire incontournable. En l'associant à la vie politique du pays, les élites bulgares souhaitaient par ailleurs démontrer leur engagement en faveur des minorités. Mais, depuis plusieurs années, l'image du MDL s'est détériorée, notamment depuis qu'ont été révélés en 1998 les liens de plusieurs de ses leaders avec l'ancienne Sûreté d'État. Tour à tour allié de l'UFD, des socialistes, puis du MNS II, le MDL s'est fait des ennemis dans chacune de ces formations et la tension s'est accrue à mesure que ses prérogatives augmentaient. Avant 2001, aucun Turc n'exerçait de fonction à la direction du pouvoir exécutif. Sous Siméon II, le parti a obtenu deux postes ministériels (Agriculture, Sans portefeuille), plusieurs préfetures, ainsi que des responsabilités au sein des agences gérant les aides européennes. Cette participation au pouvoir s'est accompagnée de soupçons de clientélisme, pratique relativement banale dans la vie politique bulgare... mais dénoncée dans ce cas précis avec une vigueur particulière qui puise dans les représentations

sociales négatives des Turcs. Le succès remporté par le parti d'A. Dogan lors des dernières élections parlementaires (34 sièges, soit 13 de plus qu'en 2001, 14,07 % des voix), sa percée dans l'électorat rom et la forte mobilisation des électeurs turcs en réponse à l'émergence d'Ataka ne devraient guère contribuer à apaiser ces tensions.

Faut-il finalement s'inquiéter du vote Ataka ? Assurément, comme tous les autres partis politiques en Bulgarie la coalition connaîtra des divisions, des divergences de vue et des rivalités d'influence. Il lui faudra également se doter d'organisations locales solides et compter avec l'usure politique rapide des élus dans l'histoire récente du pays. On ne saurait par ailleurs rester insensible au fait que certains nationalistes d'extrême gauche qui doivent leur élection à l'alliance passée avec Ataka ne partagent pas le radicalisme des convictions de Siderov, notamment son antisémitisme ou le traitement radical du « problème » rom proposé. Mais l'on serait peu avisé de rester sourds aux questions soulevées par Ataka. Car ces interrogations existent bel et bien : comment lutter contre les défaillances du modèle de démocratie représentative élaboré après 1989 ? Comment répondre au désarroi provoqué par les injustices sociales de la transition ? Tôt ou tard, il faudra convaincre la majorité des électeurs bulgares que les porteurs de mandats publics, indépendamment de leurs affiliations partisans, ne ressortent pas identiques du Parlement, enrichis et indifférents. Il faudra leur donner le sentiment que les élus ont le désir et les moyens de formuler des politiques publiques capables de construire une société meilleure ; il faudra surtout leur donner envie de vivre dans un État dont les relations avec le reste du monde ne seraient pas uniquement commandées par des rapports de force asymétriques et des jeux de coulisse.

Indépendamment de l'avenir électoral de Siderov, l'expérience des démocraties d'Europe de l'Ouest de ces vingt dernières années a au moins livré un enseignement : une fois introduites dans le débat public, certaines thématiques n'en ressortent pas aisément. L'enjeu consiste alors à ne pas permettre à des acteurs radicaux d'imposer leur formulation des problèmes sociaux identifiés *et* leurs solutions. À cet égard, l'observation des « vieilles » démocraties n'est guère rassurante. Si les nationalistes extrémistes n'y sont pas parvenus à faire valoir leurs solutions, en revanche, ils ont d'ores et déjà réussi à rendre acceptable leur définition des « maux » à éradiquer¹⁸... ■

18. L'auteur tient à remercier Boriana Dimitrova, directrice de l'institut de sondage Alpha Research, qui a bien voulu mettre à sa disposition les résultats du sondage de sortie des urnes conduit le 25 juin 2005.

Nadège Ragaru est chargée de recherche au CNRS-LASP, enseignante à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'Institut d'études politiques de Lille. Elle a consacré sa thèse aux modes d'appropriation des nouvelles normes et institutions politiques en Bulgarie après 1989. Ses recherches actuelles portent sur la consommation et les énonciations des appartenances sociales dans la Bulgarie des années 1980. Elle a dernièrement publié : « Maillage communal, frontières et nation : les imaginaires, pratiques et enjeux de la décentralisation en Macédoine », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (36 (3), 2005, p. 163-204) ; « En quête de notabilité : vivre et survivre en politique en Bulgarie postcommuniste », *Politix* (67, 2004, p. 71-100) ; « Bulgarie : les couleurs de la différence », dans Patrick Michel (dir.), *Europe centrale : la mélancolie du réel* (Paris, CERI/Autrement, 2004). Adresse électronique : nadege.ragaru@sciences-po.org